



Parc national
des Cévennes

Décision individuelle n° 2022-0052 du 16/03/22.
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national des
Cévennes, pour travaux, constructions, installations, hors droit de
l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-I,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 15.-II. 1°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment sa modalité 25-1 relative à la réglementation du campement,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la demande de la société SARL BS BOIS, formulée par son représentant, Monsieur Marc BRUGIDOU, reçue complète en date du 22 février 2022 pour la nature et la localisation des campements ci-après visés,

Considérant que les opérations décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

Considérant que les opérations décrites dans la demande, assorties des prescriptions détaillées ci-dessous, sont nécessaires à l'activité forestière,

Considérant que les opérations décrites respectent les paysages, espèces et milieux du cœur du Parc national, notamment le Semi-apollo (papillon) et la Gagée jaune (plante), espèces protégées nationales,

ARRÊTE

Article 1 : pétitionnaire - objet

1-1 Pétitionnaire :

L'entreprise SARL BS BOIS, dont le siège social est sis à
dont le représentant légal est M. Marc BRUGIDOU

1-2 Objet de l'autorisation :

- *nature* : Campement – stationnement de caravane(s)
- *localisation* : Lozère / commune de Bassurels / Lieu-dit Forêt des Fons parcelle cadastrale localisée en cœur du Parc national

La présente autorisation est accordée sous réserve de respecter les prescriptions ci-dessous.

Article 2 : prescriptions obligatoires

2-1 - l'entreprise est autorisée à stationner une caravane immatriculée

La caravane est stationnée à l'emplacement précis convenu avec et matérialisé par l'agent de l'EP PNC (Cf. carte en annexe) ;

2-2 - l'usage d'une caravane est strictement réservé au personnel de BS BOIS, en situation de travail, sur le chantier concerné : la caravane ne sert en aucune manière à des tiers (famille, amis...) ou dans un autre contexte, non professionnel ;

L'usage d'une caravane est dédié à l'abri du personnel forestier pour les repas et pauses pendant leurs heures de travail, ainsi que pour le campement nocturne ;



Parc national des Cévennes
6 bis place du Palais • 48100 Florac (Lozère)
Tel. : 03 30 1 66 49 53 00 • Fax : 03 30 1 66 49 53 02
www.cevennes-parcnational.fr • info@cevennes-parcnational.fr

Le personnel de BS BOIS n'est pas autorisé à faire usage de feu sous quelque forme que ce soit à l'extérieur de la caravane. Un seul autre aménagement complémentaire est autorisé à l'extérieur, près de la caravane, à l'abri des regards et à une distance minimale de 35 mètres des cours d'eau et sources : un espace toilettes sèches protégé par une toile de type tente ;

2-3 - le stationnement de la caravane est autorisé durant la période effective du chantier. En cas d'interruption du chantier pour une période supérieure à 15 jours, la caravane doit être évacuée hors du cœur de Parc national ;

2-4 - le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles en prennent connaissance et le respectent. Tout exécutant est soumis aux obligations du présent arrêté, et fait, en cas de non-respect de ses prescriptions, l'objet des mêmes sanctions que le pétitionnaire ;

2-5 - l'arrêté d'autorisation de stationnement de caravane est apposé la caravane de manière à ce qu'il soit visible de tout passant ;

2-6 - durant le chantier forestier, pendant l'utilisation de la caravane, aucun déchet n'est laissé à l'extérieur de la caravane. Il est fait usage de produits écologiques biodégradables pour la vaisselle et la toilette. Le compost des toilettes, naturel (sciure ; aucun ajout de produits chimiques) est vidé dans une petite fosse creusée à la pelle manuelle, en forêt, en sol sec, et rebouchée à l'aide de feuilles mortes et de terre après chaque usage ;

En fin d'usage, toute trace de présence est effacée. L'ensemble des déchets et résidus est collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées ;

2-7 - le pétitionnaire annonce la date de début et de fin de stationnement à Mme Sandrine DESCAVES / sandrine.descaves@cevennes-parcnational.fr : 06 74 37 37 67.

Article 3 : période de validité de l'autorisation

Le présent arrêté est délivré pour une période de six mois à compter de sa notification.

Article 4 : autres obligations et droit des tiers

La présente décision individuelle ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet, notamment celle liée au droit de propriété.

Article 5 : sanctions pénales encourues

Le non-respect des prescriptions applicables de la décision individuelle est constitutif d'une infraction et pourra être constatée par procès-verbal.

Article 6 : modalités de contrôles

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés et compétents en la matière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 7 : publicité

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes (cf. site : www.cevennes-parcnational.fr).

Florac-Trois-Rivières, le 16 mars 2022

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes

Annie LÉCALÉ

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de sa publication pour les tiers. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - o EP PNC / SG
 - o Pétitionnaire
- copies :
 - o Commune de Bassurels
 - o EP PNC / SCVT Aigoual
 - o EP PNC / SDD (D.0022.2022.1805)



Parc national des Cévennes

page 2/3

Annexe cartographique et photographique de la décision individuelle n° 2022-0052

(1 page)

